

*Les épurations commencent toujours
par les mêmes mots*

Kigali 1994 — Abidjan 2004

Alors que le monde entier se souvient du génocide rwandais et de l'incapacité, à l'époque, de la communauté internationale d'identifier l'ampleur du risque et d'enrayer les massacres de masse, d'autres violences identitaires se développent actuellement dans le monde, d'autres massacres de masse sont à craindre.

La communauté internationale pourra-t-elle tirer les leçons du passé ?
La prévention pourra-t-elle un jour s'imposer ou sommes-nous condamnés à commémorer les horreurs du passé ?

Une fois encore, la Côte d'Ivoire est au bord du gouffre.

Depuis près de trois ans, « Prévention génocides » tente d'alerter la communauté internationale sur les risques de violence identitaire à grande échelle en Côte d'Ivoire. Nous avons été parmi les premiers à détecter les signes précurseurs des violences que ce pays connaît actuellement.

Diverses actions furent entreprises.
Parmi celles-ci :

1. Le film « Côte d'Ivoire, poudrière identitaire ».

Ce film est une vulgarisation du travail d'analyse sociologique que nous avons réalisé sur le terrain entre septembre 2000 et mars 2001.

Extraits d'articles de presse récents :

**Robert Marmoz- Nouvel Observateur,
1 au 7 avril 2004.**

« Ce film nous aide à comprendre les racines du mal qui ronge ce pays autrefois réputé pour sa croissance, son hospitalité, sa joie de vivre. Tourné avant le soulèvement du 19 septembre 2002, ce film (...) révèle la lente descente aux enfers de ce paradis aujourd'hui perdu. Avec une lecture sociologique et une rigueur d'historien, il dévoile comment, pour écarter Alassane Ouattara, un candidat potentiel à la succession d'Houphouët-Boigny, ses rivaux – au premier rang desquels l'ancien président Henri Konan Bédié – ont instillé, au début des années 1990, avec l'aide d'intellectuels la notion d'«ivoirité» inconnue jusqu'alors dans le pays. Et comment, amplifiée par la crise économique et sociale, cette notion a peu à peu gagné les couches populaires (...) qui ont fait de l'«étranger», puis de l'ivoirien de circonstance », et enfin de l'ivoirien du nord – les Dioulas – de véritables boucs émissaires (...) Si la « rwandisation » de la Côte d'Ivoire devait se produire, ce documentaire restera un témoignage que (...) les opinions publiques auront été alertées avant que le pire ne se produise ».

**Thérèse-Marie Deffontaines – Le Monde,
2 avril 2004.**

« Côte d'Ivoire, poudrière identitaire, une remarquable analyse du concept d'ivoirité (...) On l'a vu au Rwanda et en ex-Yougoslavie : l'épuration commence toujours par des mots, amplifiés par des médias de la haine. Il y a des « invariants » sans lesquels la machine à tuer ne peut pas se mettre en place. Le film prouve que ces « invariants » étaient présents en Côte d'Ivoire dès 2001 ».

Depuis juin 2001, ce film a beaucoup circulé en Côte d'Ivoire et en Afrique de l'Ouest. Il a contribué à animer un débat sur diverses situations en Afrique qui sont potentiellement des « poudrières identitaires ». Il est aussi utilisé comme document pédagogique dans diverses universités en Europe, en Afrique de l'Ouest et aux Etats-Unis.

Nous déplorons cependant qu'aucune grande chaîne de télévision hertzienne occidentale n'ait trouvé utile de le programmer jusqu'ici.

Mais la chaîne Histoire a décidé de diffuser ce film à l'occasion de la commémoration du génocide rwandais. Les horaires de passage du film sur TPS et canal satellite (heure de Paris) sont le :

- 7 avril à 21H
- 8 avril à 10H40
- 9 avril à 19H
- 15 avril à 22H30
- 16 avril à 13H
- 24 avril à 17H
- 2 mai à 15H30
- 3 mai à 14H

2. Une pétition demandant l'envoi d'une force de police internationale et des patrouilles mixtes pour protéger les civils non combattants.

Ce texte fut signé par des milliers d'intellectuels, de responsables politiques et d'organisations humanitaires issus de plus de 60 pays. Cette pétition a été diffusée dans divers médias occidentaux et africains en décembre 2002. Parallèlement à cette action, plusieurs départements des Affaires étrangères de grands pays nous ont consulté. Egalement diverses interviews ont été sollicitées par les grands médias émettant vers l'Afrique. Cette pétition ainsi que d'autres initiatives du même type ont été communiquées aux décideurs politiques. En janvier 2003, la résolution 1464 des Nations unies donnait mandat aux forces militaires françaises et de la CEDEAO présentes en Côte d'Ivoire de protéger les civils.

Hélas, malgré ce mandat, ces jours-ci les forces internationales ont laissé les civils non armés seuls face aux milices et aux forces de l'ordre ivoiriennes. Cela peut être interprété comme de la non-assistance à personnes en danger.

Il aura fallu quelques centaines de morts fin mars 2004 à Abidjan, pour qu'enfin, ce 4 avril, la décision vient enfin d'être prise de la mise sur pied de patrouilles mixtes (forces ivoiriennes et forces françaises). Pour plus d'informations sur le climat de terreur actuel à Abidjan, lire notamment le reportage de Stephen Smith, Le Monde 4 et 5 avril 2004.

Lancement de l'observatoire international des discours sociaux pour la prévention des violences identitaires

Dans le courant de l'année 2003, «Prévention génocides » :

- a poursuivi le travail théorique sur les invariants dans les conditions d'apparition de ce qui pourrait conduire à des violences identitaires de masse,
- a mis au point un observatoire des discours sociaux comportant un volet observatoire des médias et un volet observatoire de l'état de l'opinion (qui procède par enquêtes d'opinion sur des échantillons représentatif de la population).

L'objectif est de développer ce modèle de détection des situations à risque dans plusieurs pays en collaboration avec les universités locales. Chaque mois, un indice du risque de violences identitaires dans diverses régions du monde sera construit et diffusé le plus largement possible afin qu'on ne puisse plus jamais dire « on ne savait pas ». Ces indices seront positionnés sur une échelle unique du risque de violences identitaires. Cette échelle permettra de mettre en perspective spatio-temporelle les différents niveaux de risque observé. Nous voulons prouver que la prévention est possible.

Actuellement, nous finalisons la mise au point du prototype d'observation appliqué à la situation ivoirienne. Le projet est de couvrir assez rapidement la région des Grands lacs et plusieurs pays d'Afrique occidentale. Nous vous tiendrons informé très prochainement de ces travaux.

Fragments de bilan de trois années de pratique de prévention et d'alerte

Nous nous sommes heurtés à de puissants freins qui ont réduit fortement l'efficacité de notre démarche de prévention.

Ce que notre pratique nous apprend sur nos sociétés :

- ▶ Parmi les décideurs politiques, au moins deux logiques opposées co-existent :
 - L'attitude néo-munichoise. A l'instar de la cécité des munichois face à Hitler, il existe une incapacité à penser l'idée même de massacres de masse et donc un refus de les admettre dans le champ des possibles. Le rêve d'en finir avec l'indicible, l'impensable, la violence extrême. Sorte de négationnisme préventif. Les informations sur la préparation des drames sont occultées. On préfère l'humanitaire lorsque les images d'horreur envahissent nos écrans plutôt que de faire de la politique.
 - La lecture tribale. Elle consiste à croire qu'il existe des haines ancestrales entre certaines communautés conduisant à intervalles réguliers à des violences contre lesquelles on ne peut rien et qu'il faut laisser s'accomplir.Soulignons qu'à côté de ces deux attitudes, certains décideurs sont lucides et courageux mais ils ne sont, hélas, pas majoritaires.
- ▶ Parmi certains responsables politiques socialistes occidentaux : une solidarité spontanée voire inconditionnelle avec un membre de l'Internationale Socialiste, le « camarade Gbagbo », qui les conduit à un rejet systématique de toute analyse critique des réalités du terrain ivoirien. L'Histoire nous a montré que ce type d'aveuglement à l'égard de régime dit « ami » a déjà conduit à des déconvenues dramatiques. Cette posture nous a d'autant plus choqués et révoltés que nous avons entrepris, en tant que chercheurs, ce travail de détection et d'alerte en étant animés des mêmes valeurs humanistes et de solidarité qui sont aussi censées fonder l'engagement socialiste.
- ▶ Parmi les grands médias télévisés : l'aspect non spectaculaire de la prévention entre en contradiction avec l'impératif de la recherche d'audience. Et plus largement, dans la presse écrite, dès le début de notre alerte, c'est

Côte d'Ivoire un pays calme et progressiste depuis l'arrivée de Gbagbo au pouvoir, explique sans doute l'indifférence voire le rejet de nos analyses. Hélas, la réalité nous a donné raison.

Chacun de ces aspects mérite un large débat pour améliorer l'efficacité des pratiques de prévention.

Le développement d'une culture de la prévention est un vaste chantier auquel nous espérons contribuer avec vous.

« Prévention génocides » est une organisation fondée en 1999.

Le Conseil d'Administration est composé de J. Cornil, sénateur Parti Socialiste, G. Dallemagne, ancien sénateur CdH, J. Dubié, ancien sénateur Ecolo, G. Haarscher, professeur université Bruxelles, P. Mertens, écrivain, M. Molitor, vice-recteur université Louvain, J. Morael, ministre d'Etat, A. Parisel, ancien DG MSF Belgique, A. Pycke, sociologue, co-fondateur de PG, B. Scheuer, sociologue, fondateur de Prévention génocides, G. Stanton, fondateur de Genocide Watch, Marie Stenbock, philosophe, co-fondateur de PG, D. Tremblay, sociologue, co-fondateur de PG.

Pour nous contacter :

Info@prevention-genocides.org

Fax : 00 32 10 45 98 65